

Alors que la DAP décline son grand plan de formation anticorruption au prétexte du développement des quartiers anti criminalité organisée, *comment interpréter l'invitation du GDS en réponse à la fronde des directeurs qu'il a lui-même provoquée par ses déclarations à l'emporte-pièce et ses décisions toutes aussi inconséquentes ?*

Si besoin était, il est urgent et incontournable de rappeler que les professionnels en SPIP, dont les DPIP, incarnent une mission essentielle de service public, fondée sur l'éthique, l'indépendance et l'intérêt général.

Or, leur statut de fonctionnaire comme leurs missions sont mises à mal par des logiques de gestion de flux, de performance (risque zéro) ou de pression (consignes vis-à-vis de la population d'origine étrangère) qui pourraient remettre en cause leur intégrité et leur autonomie.

Leur mission, inscrite dans la loi, est de concilier garde et réinsertion, dans le respect des droits fondamentaux et de la dignité des personnes accompagnées.

Leur indépendance est une condition sine qua non de leur crédibilité et de leur efficacité. Toute tentative de les instrumentaliser, de les soumettre à des intérêts politiques ou de les détourner à des fins sécuritaires et électoralistes reste une grave atteinte à la justice et à la cohésion sociale.

La justice ne se négocie pas, elle se sert

Parce qu'elle garde la conviction profonde que la mission du SPIP est essentielle, et que le futur de nos professions se dessine aujourd'hui, la CGT IP invite à provoquer des AG et à rejoindre les temps de visio pour réfléchir et défendre notre conception du SPIP dès à présent.



La CGT IP appelle l'ensemble des personnels à réaffirmer avec force le caractère intangible de leur statut, à garantir leur indépendance et à leur donner les moyens humains et matériels nécessaires pour accomplir leur mission dans les meilleures conditions.

**RDV EN AG POUR DEFENDRE NOS MISSIONS
JAMAIS RESIGNE.ES, LUTTONS !**